

Urgences : le classement alarmant du No Bed Challenge

27 mars 2018

Paris, le mardi 27 mars 2018 - Les urgences sont saturées. Les urgences sont sous tension. Les urgences sont en crise. L'alerte n'est pas nouvelle : on la trouve lancée très régulièrement depuis plus de dix ans.. Mais comment se manifeste cet engorgement ? Pourquoi peut-on considérer qu'il est aujourd'hui plus significatif et inquiétant qu'hier ?

Problématique avant les seuils officiels de tension

De rares indicateurs existent pour mesurer l'ampleur du désastre. Le dispositif hôpital sous tension qui a été activé mi mars dans 97 établissements assurant des urgences (sur 639) a offert un premier aperçu chiffré de la situation. Mais ce système n'est pas parfaitement pertinent estime Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) interrogé par Marianne. *« Le gouvernement montre ce chiffre de 97 hôpitaux "en tension" sur 650 mais cela ne représente pas totalement la réalité. Pour activer ce dispositif, il faut entrer dans certains critères comme le fait d'avoir plus de 10 % du nombre de malades quotidiens sans solution d'hospitalisation pendant plus de 8 heures. Je considère personnellement que la situation peut être considérée comme alarmante avant ce seuil. De plus, on ne parle pas des établissements qui ont activé le plan blanc pour "urgence sanitaire" comme cela a été le cas à Troyes par exemple ces derniers jours, où l'on a d'autre choix que de demander à certaines personnes de reporter leur opération chirurgicale pour libérer de la place et du temps aux soignants »* remarque-t-il.

La résistance s'organise L'imperfection des données disponibles pourrait traduire une certaine frilosité des responsables hospitaliers, semble considérer le docteur François Braun, interrogé sur le sujet dans le Figaro. Aussi, le président de Samu-Urgences de France a décidé d'entrer en action, en s'appuyant sur le réseau des urgences hospitalières. Ainsi, depuis le 6 janvier, les chefs des services d'urgences sont invités à communiquer le nombre de patients qui n'ont pas pu dormir dans un lit la nuit précédente. Une centaine de services sur 639 ont répondu à la sollicitation (dans certains

établissements, les chefs de service auraient été dissuadés de participer, assure François Braun).

Villes moyennes et de périphérie très exposées Les résultats de ce No Bed Challenge publiés par le Parisien sont édifiants. Selon les informations transmises par les hôpitaux participants, 19 000 personnes ont passé la nuit sur un brancard depuis le début de l'année ; soit plus de 200 chaque soir. Mais la réalité pourrait être plus dramatique encore : « *Ce chiffre ne représente qu'une centaine de services d'urgences sur les 639 en activité en France. Si l'on extrapole ce chiffre, ce sont plutôt 100 000 patients qui seraient concernés sur toute la France* » signale François Braun. Outre ces résultats globaux (qui ne sont cependant pas totalement indemnes de tout biais, concernant notamment la sélection des structures), un classement des établissements rencontrant le plus de difficultés a été établi. Le centre hospitalier départemental de la Roche-sur-Yon décroche la triste première place. En haut du tableau, les quinze premiers établissements comptent plus de huit patients par nuit sur des brancards. Les plus grandes villes, dont Paris, paraissent relativement épargnées, même si le groupe hospitalier Broussais (HEGP) figure néanmoins à la dix-septième place du classement (ce qui représente 5 à 8 patients par nuit sans lit). « *Ces derniers temps, les hôpitaux de Nîmes, de Limoges ou de Rennes ont été souvent en haut du tableau. En région parisienne, les hôpitaux de l'AP-HP sont moins exposés à ce problème que les centres hospitaliers des départements franciliens, car ceux-ci ont moins de moyens* » détaille dans l'Obs François Braun.

9 % de décès en plus dans les 3 premiers jours d'hospitalisation

L'objectif n'est en tout état de cause pas de stigmatiser un établissement en particulier mais de disposer de données chiffrées pour pouvoir une nouvelle fois lancer l'alerte sur les conséquences graves d'une telle situation, dont l'ensemble des urgentistes réfutent qu'elle puisse être liée à des circonstances ponctuelles particulières à l'heure où les pics épidémiques sont désormais depuis longtemps dépassés. François Braun déplore ainsi le cercle vicieux que ne manque pas de provoquer un tel engorgement : « *Quand vous démarrez la journée avec 10 ou 12 patients qui attendent sur un brancard parce qu'il n'y a pas de lit, c'est un retard qui ne se rattrape jamais. C'est une spirale infernale* » décrit-il. Surtout, les dommages pour les patients sont alarmants. « *Arriver dans un service d'urgences surchargés induit un risque supplémentaire de décès de 9 % au cours des trois premiers jours d'hospitalisation* » précise François Braun.

De son côté, avançant des chiffres légèrement différents, le docteur Agnès Richard-Hibon, présidente de la Société française de médecine d'urgence analyse dans le Parisien : *« Il s'agit d'une mortalité retardée, donc invisible. Le risque de décès augmente de 5 % pour les patients admis les jours de grande surcharge, toutes pathologies confondues. Et si on s'intéresse aux patients les plus graves, l'impact est plus important avec un risque relatif d'augmentation de la mortalité de 30 % »*.

Les réponses peu sérieuses du gouvernement Des réponses immédiates d'Agnès Buzyn sont donc une fois encore attendues. Mais de plus en plus, l'espoir s'amenuise chez les médecins hospitaliers de voir leur cri d'alarme entendu. Ainsi, Christophe Prudhomme dit ne rien espérer de la mission sur les soins non programmés lancée par le ministre de la Santé : *« Ce n'est qu'un semblant de réponse au problème. Ce n'est pas sérieux, nous attendons des actes clairs. Mais je ne me fais pas beaucoup d'espoir, ses déclarations sur la crise que connaît l'hôpital n'annoncent d'ailleurs rien de très rassurant. Elle parle d'une grippe virulente comme cause à cet engorgement, c'est cynique. Cela me rappelle les propos de Julien Denormandie (secrétaire D'État auprès du ministre de la Cohésion du territoire, ndlr) qui se vantait du faible nombre de SDF à Paris. Agnès Buzyn est médecin de formation et pourtant elle se montre comme totalement déconnectée des réalités du terrain. D'ailleurs lorsqu'elle demande aux établissements de mieux s'organiser, elle quitte définitivement ses habits de docteur pour ceux de cheffe d'entreprise. Mais on ne gère pas un système de soins comme une entreprise. C'est justement cette logique qui nous a menée vers cette situation »* déplore le médecin. Et des centaines de personnes dormiront encore sur des brancards ce soir.